



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Environnement, du Climat
et du Développement durable

Luxembourg, le 19 FEV. 2020

Schroeder & Associés
8, rue des Girondins
L-1626 Luxembourg

N/Réf.: 93250-M CD

V/Réf.: NATMUL/nach 12/656 - 19 CSO12456

Madame, Monsieur,

Je me réfère aux plans supplémentaires soumis le 8 octobre 2019 dans le cadre de l'aménagement d'un raccord piétonnier et cycliste entre Niederanven et Munsbach le long du CR132 sur des fonds inscrits au cadastre de la commune de SCHUTTRANGE: section B de MUNSBACH, sous les numéros 845/3828, 868/3838, 868/3840 et 883/4228.

J'ai l'honneur de vous informer qu'en vertu de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, je vous accorde l'autorisation sollicitée aux conditions suivantes :

1. Les travaux seront réalisés sur des terrains inscrits au cadastre de la commune de Munsbach, section B de Munsbach, sous les numéros 845/3828, 868/3838, 868/3840 et 883/4228, au lieu-dit « OP DER MAETTEMGRUND », conformément à la demande et aux plans soumis.
2. La signalisation de la piste vélo le long du tracé se feront en étroite concertation avec les responsables de l'Administration de la nature et des forêts.
3. Tout illumination en zone verte est interdit.
4. Toutes les mesures devront être prises afin d'éviter une pollution de l'air, du sol et de l'eau.
5. Les matériaux de déblai non réutilisés sur place seront déposés sur une décharge dûment autorisée. Tout remblayage du terrain naturel environnant restera interdit pendant les travaux.
6. La destruction de biotopes se fera suivant le bilan écologique soumis n° 2018-00214-Niederanven du 14.12.2018.
7. La surface des biotopes protégés à défricher sera identifiée sur le terrain à l'aide d'un gabarit inamovible à réceptionner par le préposé de la nature et des forêts et ceci avant le commencement des travaux.
8. Les travaux de défrichement se feront entre le 1^{er} octobre et fin février.
9. La végétation destinée à rester sur place et particulièrement la rangée d'érables (BK18) seront protégées pendant la phase chantier par une clôture fixe afin d'éviter tout endommagement de leur système racinaire et de leur partie aérienne.

10. Les mesures compensatoires se feront conformément aux plans soumis « Kartenblatt 1 », « Kartenblatt 2 » et « Kartenblatt 3 » datés au 24.07.2019.
11. Elles seront réalisées pour le 15 décembre 2020 au plus tard et suivant les instructions du préposé de la nature et des forêts (M. Ben Louis, tél : 621 202 113).
12. En cas de reprise moindre des plantations, un regarnissage annuel sera réalisé par vos soins.
13. La période d'entretien des éléments du milieu naturel créés suite à la mise en œuvre des mesures compensatoires est de vingt-cinq ans à compter de la réalisation de chaque mesure compensatoire.
14. Une évaluation de la bonne réalisation des mesures compensatoires est obligatoire suite à la réalisation du projet autorisé ainsi que tous les cinq ans. Pour le cas où les résultats de cette évaluation ne seraient pas satisfaisants, l'adaptation de la gestion des mesures compensatoires s'impose. Un rapport de cette évaluation est à établir par une personne agréée, dans le cadre de la loi du 21 avril 1993 relative à l'agrément de personnes physiques ou morales privées ou publiques autres que l'État pour l'accomplissement de tâches techniques d'étude et de vérification dans le domaine de l'environnement. Ce rapport est à adresser au ministre par le gestionnaire du pool compensatoire, respectivement par le demandeur d'autorisation dans le cas d'une exception autorisée suivant les paragraphes 2 et 3 de l'article 63 de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles.


La présente vous est accordée sans préjudice d'autres autorisations éventuellement requises.

En vertu de l'article 60, paragraphe 2, dernier alinéa, de la prédite loi du 18 juillet 2018, vous êtes tenus d'afficher l'autorisation de la construction projetée aux abords du chantier pendant 3 mois dès réception de la présente. Le délai de recours devant les juridictions administratives court à l'égard des tiers à compter du jour où cet affichage est réalisé.

Contre la présente décision, un recours en annulation peut être interjeté auprès du Tribunal Administratif. Ce recours doit être introduit sous peine de déchéance dans un délai de 3 mois à partir de la notification de la présente décision par requête signée d'un avocat à la Cour.

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes sentiments très distingués.

Pour la Ministre de l'Environnement,
du Climat et du Développement durable


Mike Wagner
Premier Conseiller de Gouvernement

Copies pour information :

- Arrondissement EST
- Commune de SCHUTTRANGE